



# PRÉFET DES HAUTES- ALPES

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires  
Service Aménagement Sostenable  
Unité Urbanisme et Risques**

Gap, le 09 FEV. 2023

## COMPTE-RENDU SYNTHÉTIQUE DE LA CDPENAF

Réunion du 2 février 2023

Le 2 février 2023 à 9h00, en salle Queyras de la Direction Départementale des Territoires des Hautes-Alpes, s'est tenue la réunion de la C.D.P.E.N.A.F. (Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers). Cette réunion était présidée par Madame Florence Barthélemy, directrice départementale adjointe des territoires des Hautes-Alpes, représentant Monsieur le Préfet des Hautes-Alpes.

**Membres présents, ayant donné mandat et excusés** : fiche de présence ci-jointe.

**Membres absents** :

- EPCI
- syndicat forestier 04-05

Quorum atteint : 13 membres ayant voix délibérative représentant 13 voix : Préfecture (+ mandat de l'INAO) / Communes forestières / DDT / Chambre d'Agriculture / Jeunes agriculteurs / FDSEA / Confédération paysanne / coordination rurale Terres de lien / Fédération des chasseurs / propriétaires agricoles siégeant en CDOA / Notaires / SAPN.

Le quorum étant atteint, Madame Barthélemy ouvre la séance et remercie tous les membres. Elle propose d'aborder l'ordre du jour.

### **1°) Etude préalable agricole pour la centrale solaire au sol de SIGOTTIER**

La DDT indique que le projet de parc photovoltaïque a fait l'objet d'un dépôt de permis de construire le 8 décembre dernier, avec une étude d'impact incluant l'étude préalable agricole. Le permis de construire sera soumis pour avis lors d'une prochaine CDPENAF, une fois son instruction avancée. Mais les délais imposés par la procédure liée au décret sur la compensation collective agricole nous oblige à passer cette étude préalable agricole ce jour pour avis CDPENAF (2 mois après le dépôt de l'EPA, puis 2 mois plus tard maximum pour l'avis du Préfet).

Le projet impacte une exploitation agricole (GAEC) de type élevage ovins viande (en valorisation IGP « Agneaux de Sisteron ») sur 6,6 ha sous panneaux photovoltaïques.

La valeur agronomique des terres reste faible (terres blanches et assez acides), sous boisement de pins noirs d'Autriche principalement. Une étude pédologique accompagne cette étude.

La séquence « éviter, réduire, compenser » est correctement analysée, et au final, il y a bien un impact sur la partie agricole. Le calcul de la compensation collective agricole est bien réalisée par la méthode de perte en « valeur ajoutée » sur les 3 compartiments agricoles : la production (224 €/ha/an), la collecte et commercialisation (56 €/ha/an) et la première transformation (177 €/ha/an).

Pour une valeur totale de perte de 274 €/ha/an représentant 60 % de 457,90 €/ha/an.

Ce calcul est réalisé sur la base de 5 ha de surfaces pastorales (60 % de valeur pastorale) et le reste de 1,6 ha a été retiré du calcul (sans valeur herbagère : « terres blanches »).

Les 5 mesures de compensation collective proposées sont :

- soutien à la filière arboricole,
- soutien aux groupements pastoraux,
- contribution à la mise en place d'un PAT,
- soutien au désamiantage des toitures agricoles pour mettre du photovoltaïque,
- sécurisation de l'irrigation pour le fourrage.

Une mesure d'accompagnement non obligatoire et novatrice est également proposée concernant une réhabilitation des surfaces sous panneaux (+ obligation légale de débroussaillage (OLD)) par réensemencement de variétés adaptés à ce type de sol avec un suivi à fréquence variable (sur 40 ans) mené par conventionnement avec des experts du Conservatoire Botanique National Alpin + entreprise de semences locales Phytosem.

#### Débat interne commission :

##### - Sur le montant de la compensation collective agricole

La DDT demande à ce que le calcul de la compensation collective agricole soit revu car c'est bien 6,6 ha qui sont déclarés à la PAC par l'agriculteur et les terres blanches (peu productives) sont déjà intégrées dans le calcul de la surface agricole peu productive de la déclaration PAC.

Afin d'éviter que soit compté deux fois la surface peu productive en la défaveur de l'exploitation agricole, il est demandé que la valeur de la compensation collective soit bien calculée sur une surface totale de 6,6 ha et non 5 ha (avec un taux de 60 % de valeur pastorale).

Le montant de la compensation collective agricole s'élèverait donc (selon le pétitionnaire qui a refait le calcul durant la séance) à 18 113 € au lieu des 13 740 €.

##### - Sur les mesures de compensations proposées :

Les représentants de la profession agricole insistent sur le fait que les mesures de compensation proposées soient le plus possible en lien direct avec la production agricole, et au plus proche si possible de la filière impactée (ici l'activité pastorale ovine). À ce titre le désamiantage des toitures pour installation photovoltaïque n'est pas une mesure qui permet de reconstituer de la valeur ajoutée à une filière agricole, et en ce sens, ne paraît pas la mesure la plus favorable à retenir. Les mesures liées au soutien des groupements pastoraux et/ou à la sécurisation de l'irrigation pour le fourrage sont les plus prioritaires pour utiliser ces fonds de compensation collective agricole.

##### - Question sur l'intégration ou non des primes PAC dans l'estimation de la valeur ajoutée.

Réponse : pas de cadrage précis dans le décret ; la méthode PBS intègre les primes ; le BE CETIAC par leur méthode de la valeur ajoutée (que l'on retrouve dans les bilans comptables au plus proche de la réalité économique de l'agriculteur) ne les intègre pas.

C'est un choix, d'autres EPA (PV Oze, carrière Aspremont) réalisées avec cette méthode des « valeurs ajoutées » ont déjà été validées par cette CDPENAF.

Il est important de noter également que la proposition de mettre des ovins sous panneaux après quelques années si le réensemencement en graminées fourragères a fonctionné, est une simple mesure d'accompagnement et elle n'est pas prise en compte dans les mesures de compensation collective agricole. Cette mesure reste entièrement à charge du porteur de projet sur la durée du projet (40 ans). Le projet n'est d'ailleurs pas présenté par le porteur de projet comme étant de l'agri-voltaïsme.

#### Les membres de la commission s'expriment sur différents points :

- ils considèrent que le périmètre élargi de la zone d'étude est pertinent,
- ils approuvent les calculs indiquant l'existence d'effets négatifs du projet sur l'économie agricole,
- ils considèrent qu'il y a bien une nécessité des mesures de compensation collective.

- ils donnent un avis favorable sur les pistes des mesures de compensation proposées en donnant priorité aux mesures liées au soutien des groupements pastoraux et/ou à la sécurisation de l'irrigation pour le fourrage, au plus proche de la filière agricole impactée.

La DDT demande au pétitionnaire une révision du montant financier de la compensation collective agricole proposée basée sur 6,6 ha de surface pastorale (à 60 % productive) et non sur 5 ha, soit un montant de 18 113 euros.

Une nouvelle version de l'EPA prenant en compte ces éléments sera demandée au pétitionnaire.

## **2°) Chalets d'alpage**

COMMUNE	Nom du pétitionnaire / localisation cadastrale
NEVACHE	Karen GOSSART (H 1781)
MONETIER LES BAINS	Bruno BOUCHARD (H 804)
SAINT CHAFFREY	M et Mme ESCOFFIER MIRO (B 100 et 101)
SAINT CHAFFREY	Camille GIRAUDEAUX (E 856)
GUILLESTRE	Christian et Sylvie GARCIN (A 107)
ARVIEUX	Alexandre SIMIAND (A 189)

Les travaux étant réalisés dans l'emprise du bâti existant, l'impact sur les terres naturelles, agricoles et forestières est très faible donc la commission émet un **avis favorable à l'unanimité** sur ces 6 projets de chalets d'alpage.

## **3°) Projet de modification avec enquête publique du PLU des ORRES**

La commune est représentée par le Maire et le bureau d'études (Alpicité).

Présentation du dossier par Alpicité (ci-jointe).

Projet de quelques cabanes dans la forêt, à proximité du centre station.

Rappel de l'avis favorable avec prescriptions de la CDNPS du 22/06/2022 : réduction de la zone à 0,6ha et limitation de la hauteur au faîtage des mélèzes.

L'examen au cas par cas par la MRAE a conclu à l'absence de nécessité d'étude d'impact.

Justification du respect des exigences du L151-13 :

La CDPENAF est saisie au titre de la création de STECAL (L151-13) et au titre de l'urbanisation limitée en l'absence de Scot applicable (L142-5).

Le caractère exceptionnel du STECAL est justifié par le fait qu'il s'agit de la seule zone de la commune dédiée aux hébergements insolites.

La capacité d'accueil est limitée à 9 constructions, avec une surface de plancher maximale de 60 m<sup>2</sup> avec un maximum sur la zone de 300 m<sup>2</sup>. La hauteur est limitée à 15 m au faîtage sans dépasser le sommet des mélèzes voisins.

Le projet sera soumis à autorisation de défrichement, conformément aux échanges entre le pétitionnaire et l'ONF.

L'impact agricole est limité : il s'agit d'un secteur non inclus en zone de vigilance agricole sur la carte établie par la DDT et l'agriculteur exploitant a indiqué par écrit que le projet ne gênait pas la conduite de son troupeau de bovins.

#### Échanges avec la commission :

La commune est propriétaire du terrain et n'envisage pas de vendre le terrain à la pétitionnaire.

#### Débat interne à la commission :

La SAPN et Terres de lien alertent sur les impacts potentiels de ce type de projet, qui reste un projet hôtelier en zone naturelle.

Un bail emphytéotique est établi entre la commune et la pétitionnaire : les constructions reviendront à la commune à l'issue du bail.

**La commission émet un avis favorable (11 favorables, 1 défavorable, 1 abstention) sur ce projet de STECAL et sur la dérogation à l'urbanisation limitée en l'absence de SCOT applicable.**

#### Motivation de la décision :

- ce STECAL a bien un caractère exceptionnel car c'est la seule zone de la commune dédiée aux hébergements insolites,
- la taille du STECAL est bien limitée : elle sera à termes de 6 000 m<sup>2</sup>,
- la capacité d'accueil du STECAL est bien limitée à 9 constructions, avec une surface de plancher maximale de 60 m<sup>2</sup> avec un maximum sur la totalité de la zone de 300 m<sup>2</sup>,
- l'insertion paysagère de la zone est garantie notamment grâce à une hauteur limitée à 15 m au faîtage sans dépasser le sommet des mélèzes voisins,
- l'impact agricole du projet est limité, même s'il se situe sur une parcelle déclarée à la PAC (surface pastorale en herbe), l'agriculteur exploitant ayant indiqué par écrit que le projet ne gênait pas la conduite de son troupeau,
- l'impact forestier du projet est limité : le projet sera soumis à autorisation de défrichement même si la coupe d'arbres est limitée à quelques sujets, conformément aux échanges entre le pétitionnaire et l'ONF.

### **4°) Présentation de la Loi Climat et Résilience (LCR)**

Présentation DDT (ci-jointe).

SAPN : Quand les dispositions de cette loi s'appliqueront-elles au PLU de Gap fortement consommateur d'espaces naturels et agricoles ?

DDT : Elles s'appliqueront par déclinaison des objectifs nationaux de réduction de la consommation d'espaces de la loi dans le SRADDET en cours de modification puis dans le SCoT de l'Aire Gapençaise en cours de révision puis dans le PLU qui devra être modifié d'ici août 2027

#### **1/ Autosaisine sur les PLU des SCOT approuvés :**

La loi rétablit la possibilité d'auto-saisine de la CDPENAF pour les PLU couverts par des SCoT ; cela concerne en l'occurrence le SCoT du Briançonnais qui a été approuvé après la loi LAAF de 2014.

La chambre d'agriculture demande à ce que le vote soit reporté à la prochaine commission afin de prendre le temps des échanges internes sur le sujet.

Ce point sera donc mis à l'ordre du jour de la prochaine séance.

#### **2/ Travail sur les communes en RNU**

La circulaire du premier ministre du 7 janvier 2022 demande aux préfets d'avoir une vigilance accrue sur les territoires non couverts par un document d'urbanisme et de veiller à la cohérence des dérogations accordées dans les territoires relevant du règlement national d'urbanisme (RNU). De plus, la loi climat et résilience demande aux services de l'État d'établir un rapport triennal de la consommation/artificialisation des sols constatées sur les communes soumises au RNU.

Il est donc proposé de constituer un groupe de travail issu de la CDPENAF sur les sujets suivants :

Affaire suivie par : Florence BARTHÉLEMY  
Téléphone : 04 92 40 35 54  
Télécopie : 04 92 40 35 83  
florence.barthelemy@hautes-alpes.gouv.fr

Direction départementale des territoires  
3, place du Champsaur – BP 50 026  
05001 GAP Cedex  
www.hautes-alpes.gouv.fr

- développer des outils de suivi au fil de l'eau de la consommation d'ENAF à partir des données déjà mobilisables (photos aériennes et Sitadel) ;
- proposer une doctrine.

#### **5°) ASPRES LES CORPS – DP – DEMOZ Edith**

Projet de construction d'une serre de jardin de 19 m<sup>2</sup> en verre sans ancrage au sol une parcelle OE 582 de 2 784 m<sup>2</sup>.

Nécessité agricole vérifiée : production de plants couplée depuis avril 2020 à une activité de paysagiste depuis septembre 2021.

Pas d'impact naturel et forestier mais situé en zone de vigilance agricole et parcelles déclarées à la PAC en mélange de légumineuses.

**La commission émet un avis favorable simple sur la demande de déclaration préalable, sous réserve de se rapprocher de l'habitation existante (7 favorables sous réserve de se rapprocher de l'habitation existante sur la parcelle OE 327, 1 favorable sur la demande en l'état, 1 défavorable, 4 abstentions).**

#### **6°) AUBESSAGNE –PC – PEDRALI Célia**

Projet de réhabilitation d'un ancien corps de ferme de 340 m<sup>2</sup>, situé sur la parcelle OD 706, comprenant déjà une partie habitation en rez-de-chaussée de 50 m<sup>2</sup> avec changement de destination d'une surface de 100 m<sup>2</sup> en habitation pour une surface totale habitable de 150 m<sup>2</sup>. La pétitionnaire n'est pas agricultrice.

Projet situé en zone de vigilance agricole. Pas d'impact naturel ni forestier.

**La commission émet un avis favorable conforme sur le changement de destination (5 favorables, 4 abstentions, 4 défavorables).**

#### **7°) LE NOYER – CU – ABELHA Immobilier**

Projet de construction d'une habitation de 100 m<sup>2</sup> avec garage en plus sur la parcelle OC 1096 de 1 500 m<sup>2</sup>.

Délibération du Conseil Municipal favorable du 13/10/2022 :

- pas d'impact naturel, agricole et forestier mais densité faible.

**La commission émet un avis favorable conforme à l'unanimité sur la délibération en date du 13 octobre 2022, sous réserve de la réalisation d'une division parcellaire pour une surface de 1 000 m<sup>2</sup> maximum.**

**La SAPN sort et donne mandat au représentant des notaires.**

#### **8°) LE NOYER – PC – BOYER**

Projet de construction d'un abri bois de 60 m<sup>2</sup> sur parcelle OA 271.

Projet déjà présenté mais localisation erronée : présentation de la nouvelle localisation, à 40 m de l'habitation avec forte pente.

Pas d'impact naturel agricole et forestier.

Délibération du Conseil Municipal favorable du 13/10/2022

**La commission émet un avis favorable conforme sur la délibération en date du 13 octobre 2022 (11 favorables, 2 abstentions)**

### **9°) LARDIER ET VALENCA – PC - URLACHER**

Projet de restauration d'un ancien bâtiment d'habitation utilisé en bergerie de 220 m<sup>2</sup>, situé parcelle OC 56, avec changement de destination en habitation pour une surface de 148 m<sup>2</sup>.

Pas d'impact naturel et forestier mais projet dans la zone de vigilance agricole, dans un secteur agricole avec des terres déclarées à la PAC (terres labourables et mécanisables).

**La commission émet un avis défavorable conforme sur le changement de destination (2 abstentions, 11 défavorables).**

### **10°) LA FREISSINOISE – PC – PEYRASSE Carine**

Projet de changement de destination (106 m<sup>2</sup>) d'un bâtiment agricole en habitation, pour augmenter la surface de l'habitation déjà existante (98m<sup>2</sup>).

L'habitation est inoccupée de nombreuses années.

Projet situé au milieu de la zone de vigilance agricole.

**La commission émet un avis favorable conforme sur le changement de destination (8 favorables, 4 abstentions, 1 défavorable).**

### **11°) LE GLAIZIL – PC – KETANOUS/REY Jean-Louis**

Projet situé sur parcelle OC 887 pour construction d'un hangar de stockage d'un artisan. Déjà examiné favorablement par la CDPENAF du 20/10/2021 sur le CU.

Pas d'impact naturel agricole et forestier.

Délibération du 29/07/2021.

Le permis de construire est conforme au CU.

**La commission maintient son avis favorable à l'unanimité sur la délibération du 29 juillet 2021.**

### **12°) CHABESTAN – PC – REYNAUD Timothée**

Projet de construction de deux bâtiments agricoles avec couverture en panneaux photovoltaïques sur parcelle ZI 73 pour une surface totale de 2 880 m<sup>2</sup> (bâtiment A de 1 827 m<sup>2</sup> comprenant bergerie et stockage fourrage) et bâtiment B de 1 053 m<sup>2</sup> pour stockage matériel et fourrage)

Nécessité agricole vérifiée : besoin de surface totale (fourchette basse) de 2 900 m<sup>2</sup> et il n'y a pas de bâtiment existant hormis un vieux corps de ferme en location et non fonctionnel.

**La commission émet un avis favorable simple à l'unanimité sur la demande de permis de construire.**

### **13°) ESPARRON – PC – ISNARD JD / BELLIERE P**

Projet de construction sur parcelle OD 247 d'un hangar agricole avec couverture photovoltaïques de 892 m<sup>2</sup>.

Nécessité agricole vérifiée : besoin de surface totale (fourchette basse) de 2 791 m<sup>2</sup>. Bâtiment existant de 672 m<sup>2</sup> à proximité.

Pas d'impact naturel et forestier.

**La commission émet un avis favorable simple à l'unanimité sur la demande de permis de construire.**

**14°) AVANCON – PC – DISDIER Jérôme**

Projet de reconstruction d'un hangar agricole qui a été détruit par un incendie en 2021 : la nouvelle surface de hangar est de 219 m².

Nécessité agricole vérifiée.

**La commission émet un avis favorable simple à l'unanimité à la demande de permis de construire.**

**15°) RIBEYRET – PC – PUGNET Jérémie**

Projet ayant fait l'objet d'un avis favorable de la CDPENAF en juin 2019 sur un certificat d'urbanisme, ce qui est créateur de droit. Le CU a été prolongé deux fois et est valable jusqu'en février 2023.

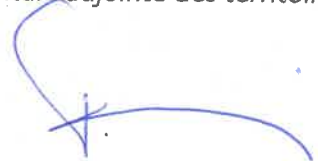
Le PC déposé a respecté les prescriptions de la CDPENAF de 2019, qui étaient de déplacer la construction pour se rapprocher de la construction existante localisée sur la même unité foncière.

**Délibération favorable du Conseil Municipal en date du 15 janvier 2023 :**

- maintien de la population communale
- possibilité d'accueillir une nouvelle famille sur la commune
- refus de la prise en charge du surcoût pour l'électricité

**Compte tenu de ces éléments, la commission émet un avis favorable conforme à l'unanimité sur la délibération en date du 15 janvier 2023.**

*Pour le Préfet et par subdélégation,  
La directrice départementale adjointe des territoires,*



**Florence BARTHÉLEMY**

